Ministart

/.T.E./.N.R.E./
REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE L'INDUSTRIE,
DES MINES ET DE L'ARTISANAT

Kigali, le 31 Octobre 1986

N° 020 /08/02.2/86

A traiter par .....
Date entrée : 7-11-86
N° Classement 21290/02/20

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
KIGALI.

S/Couvert de Monsieur le Ministre de
l'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
KIGALI.

OBJET :

Transmission du rapport de mission à la Troisième Consultation sur l'industrie des machines agricoles.

Excellence Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence le rapport de la mission que j'ai effectuée à Belgrade (Yougoslavie) où s'est tenue la troisième Consultation sur l'industrie des machines agricoles sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

Au cours de cette Consultation qui regroupait les représentants des Pouvoirs Publics, des entreprises et des organismes internationaux, l'importance de l'utilisation des équipements agricole et spécialement les équipements d'irrigation en vue de l'augmentation des productions agricoles a été soulignée mais les discussions ont été principalement centrées sur deux questions à savoir les perspectives de coopération interrégionale et les stratégies pour un développement intégré de l'agriculture et du machinisme agricole.

Il ressort des discussions menées que les pays industrialisés ont un excédent de machines agricoles et n'ont d'autres soucis que d'élargir le marché en poussant les pays en développement à acheter davantage d'équipements.
Les pays en développement sont répartis en deux groupes :
- les pays les plus avancés d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique produisent et utilisent les équipements agricoles à grande échelle ;
- la grande majorité des pays d'Afrique utilisant quelque peu les équipements agricoles et rencontrent beaucoup de difficultés en matière de maintenance.

J'ai expliqué que notre pays fait partie de cette dernière catégorie et qu'il a des besoins spécifiques limités aux petits équipements adaptés aux conditions locales telles que la topographie du pays accidentée, la petite taille des exploitations agricoles familiales, le faible pouvoir d'achat des agriculteurs-éleveurs, les conditions climatiques, la disponibilité de la main d'oeuvre etc...
Ainsi donc, j'ai tenu à souligner que dans le domaine de la coopération industrielle interrégionale, il fallait identifier les petites et moyennes entreprises susceptibles de réaliser des projets de fabrication des équipements simples, faciles à manipuler et adaptés à nos conditions.

.../...

S'agissant des stratégies à mettre en oeuvre, il a été recommandé de mettre en place des centres nationaux permanents de machinisme agricole pour assurer le développement de l'industrie des équipements agricoles et du matériel d'irrigation. Pour ce faire, il conviendrait de créer une structure autonome susceptible de mobiliser les compétences requises et de fonctionner avec souplesse. Cette structure à caractère consultatif aurait le mandat d'élaborer les stratégies de développement de l'industrie des machines agricoles et de les soumettre aux autorités compétentes.

Suivant l'expérience d'autres pays, l'organisme à mettre en place comprendrait les agents des services concernés, y compris les chercheurs, les industriels et les artisans et serait placé sous la supervision de la Faculté d'Agronomie de l'Université Nationale du Rwanda, étant entendu que le Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Artisanat assurerait la nécessaire coordination des politiques sous-sectorielles.

En attendant ce projet du centre de machinisme agricole, j'ai recommandé de renforcer les structures qui existent déjà notamment les deux usines de fabrication d'outillage agricole et surtout les unités artisanales éparpillées à travers le pays qui produisent depuis toujours les outils indispensables à l'exploitation agricole.

Il s'agit notamment de la Forge de Nyabisindu et d'autres forges installées à Bulinga, à Gishamvu et ailleurs. A cet effet, j'ai signalé que le Bureau International du Travail (BIT) encadrait déjà plus de 50 associations d'artisans travaillant dans trois villes du Rwanda et j'ai encouragé l'ONUDI et d'autres organismes et pays à épauler les efforts du Gouvernement et du BIT en assurant la formation des artisans, la fourniture d'équipements, le transfert de technologie etc...
Mon intervention a été bien appréciée par l'ONUDI, le Centre Régional Africain de Développement des Techniques (CRAD/ARCEDEM) et plusieurs pays comme la Belgique, le Royaume Uni, la Yougoslavie qui ont promis d'examiner favorablement les requêtes spécifiques du Gouvernement Rwandais.

En marge des discussions formelles, le délégué rwandais a eu des entretiens avec les responsables de l'ONUDI, les représentants des entreprises yougoslaves et les délégués d'autres pays et organisations internationales.

Il y a lieu de signaler que le Directeur Général de l'ONUDI qui se souvenait bien de la visite technique que j'ai effectuée aux Philippines en janvier 1985 auprès du "Philippines Fiber Development Authority (FIDA) et Philippines Textile Research Institute (PTRI)" m'a assuré que ses deux institutions publiques sont toujours prêtes à nous aider dans la production des fibres de bananiers, de ramie et d'autres fibres textiles. Par ailleurs, M. SIAZON Jr m'a confirmé que l'ONUDI appréciait beaucoup les efforts de développement industriel déployés par le Gouvernement Rwandais et qu'elle était tout-à-fait disposée à examiner favorablement nos requêtes de financement. Ses collaborateurs m'ont expliqué que le Rwanda pourrait profiter des nombreux avantages offerts par le programme de coopération en matière d'investissements.
Le Délégué du Centre Régional Africain de Développement des Techniques, quant à lui souhaite que le Rwanda coopère étroitement avec cette institution panafricaine créée dans le cadre du Plan d'Action de Lagos qui est prête à nous accorder l'assistance technique nécessaire pour la mise en place d'un centre de machinisme agricole et à assurer la formation des techniciens rwandais.

... / ...

Dans le cadre du suivi des recommandations de la troisième Consultation, le représentant du CRADT m'a invité à représenter mon pays à un atelier régional sur le machinisme agricole pour l'Afrique de l'Est qui se tiendra à Arusha en Tanzanie du 10 au 14 Novembre 1986. Il y a lieu de signaler que la compagnie aérienne Kenya Airways m'a déjà remis un billet d'avion payé par le CRADT.

Je voudrais donc saisir cette occasion pour prier Votre Excellence de bien vouloir m'autoriser à participer à cet atelier régional qui débattra les questions particulières à notre sous-région d'Afrique de l'Est.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président, les assurance de ma plus haute considération et de mon plus profond respect.

Le Directeur de l'Agro-industrie

TWAGIRUKIZA Emmanuel.-

Copie pour information à :

- Monsieur le Ministre (Tous)
  KIGALI.
- Monsieur le Recteur de l'U.N.R.
  BUTARE.
- Monsieur le Directeur de l'ISAR
  BUTARE.
- Monsieur le Directeur de l'Office du Thé
  KIGALI.
- Monsieur le Directeur de l'OVAPAM
  C/° MINAGRI
  KIGALI.

RAPPORT DE LA TROISIEME CONSULTATION SUR L'INDUSTRIE DES MACHINES AGRICOLES. BELGRADE (YOUGOSLAVIE), 29 SEPTEMBRE - 3 OCTOBRE 1986.

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION

II. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

III. RAPPORT DES SEANCES PLEINIERES

1. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION 1 : PERSPECTIVES DE COOPERATION INTERREGIONALE DANS L'INDUSTRIE DES MACHINES AGRICOLES, EU EGARD PLUS SPECIALEMENT AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.

2. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION 2 : STRATEGIES POUR UN DEVELOPPEMENT INTEGRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PRODUCTION LOCALE DE MATERIEL D'IRRIGATION ET D'AUTRES EQUIPEMENTS AGRICOLES PAR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.

IV. RECOMMANDATIONS

V. RESUME DES ENTRETIENS DE LA DELEGATION RWANDAISE.

Annexe

I. Liste des participants.

Activités parallèles à la troisième Consultation

Un membre du Secrétariat de l'ONUDI a fait deux exposés sur les activités de l'ONUDI concernant la promotion des investissements, a rencontré des participants de pays en développement et de pays développés et a diffusé des informations sur des projets pour lesquels les pays en développement intéressés recherchaient une coopération étrangère.

Un autre membre du Secrétariat a donné des informations aux participants sur les procédures régissant la conception et la mise en oeuvre des projets d'assistance technique par l'ONUDI, décrivant des projets en cours et des projets dans la filière, d'une manière générale et concernant les machines agricoles en particulier. Il a également mentionné les types d'accords de coopération conclus par l'ONUDI avec des gouvernements, des institutions techniques et d'autres organisations internationales. Un autre membre du Secrétariat a brièvement présenté les activités de la Division de la mise au point et du transfert des techniques ainsi que les services fournis par la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) et les programmes touchant les questions examinées par la Consultation. Plusieurs participants ont manifesté de l'intérêt pour ces activités et ont demandé des informations plus détaillées qui leur ont été fournies.

.../...

Rapport du Groupe de travail chargé de la question 1.

Question 1 : Perspectives de coopération interrégionale dans l'industrie des machines agricoles, eu égard plus spécialement aux petites et moyennes entreprises.

1. Plusieurs participants ont décrit la situation de l'industrie des machines agricoles dans leur pays et ont souligné l'expérience qu'ils avaient acquise dans le développement de ce secteur. Le niveau de ce développement variait considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains pays en développement, en particulier les plus petits, cette industrie était pratiquement inexistante, étant limitée à la fabrication par les artisans ruraux d'outils à main très simples. D'autres pays en développement, par contre, fabriquaient des machines agricoles relativement complexes, telles que des tracteurs et des moissonneuses combinées.

2. Plusieurs participants de pays développés et de pays en développement plus avancés ont fait savoir que leur pays était disposé à coopérer avec les pays en développement dans des domaines tels que les transferts de technologie, la formation, les coentreprises, l'échange d'informations et d'autres formes de coopération dans le domaine de l'industrie des machines agricoles.

3. De nombreux participants de pays en développement ont fait état des problèmes auxquels leur pays s'était heurté et se heurtait encore pour assurer les services de maintenance et de réparation nécessaires aux machines agricoles importées, en particulier les tracteurs. Des cas ont été cités de tracteurs importés qui étaient rapidement devenus inutilisables du fait de l'absence de pièces détachées et de possibilités de réparation. Plusieurs participants ont demandé que les fournisseurs de machines agricoles soient priés de mettre en place des services après-vente dans les pays qui importent leur équipement. Un participant a proposé que tous les contrats d'achat pour l'importation de machines agricoles contiennent une disposition prévoyant la fourniture de pièces détachées pendant une période d'au moins quatre ou cinq ans après la livraison des machines. Dans ce cas, un certain pourcentage du prix du matériel, à fixer à l'amiable entre l'acheteur et le vendeur, pourrait être affecté à la fourniture de pièces détachées, selon les besoins.

4. Plusieurs participants ont souligné l'intérêt que présenterait une évaluation de la demande d'outils et de machines agricoles. Les organisations internationales, comme la FOA et l'ONUDI, ont été priées d'aider les pays en développement à établir une évaluation effective de la demande.

5. Un participant a souligné l'importance que revêt la transformation de la demande potentielle en demande effective et a proposé des mesures visant à développer et à stabiliser la demande de machines agricoles: création de coopératives, groupement de petits agriculteurs, fourniture de crédits spéciaux à long terme à ces coopératives. Cette opinion a été partagée par de nombreux participants de pays développés et de pays en développement.

6. Plusieurs participants ont souligné l'intérêt que présente la connaissance des besoins réels des petits agriculteurs, qui sont les plus nombreux dans beaucoup de pays en développement. Il conviendrait donc d'élaborer, en ce qui concerne la mécanisation et l'industrie des machines agricoles, des politiques adaptées à ces besoins. Dans ce contexte, des institutions nationales chargées d'apporter le soutien technique nécessaire sont bien placées pour évaluer les besoins et conseiller les autorités compétentes sur les questions relatives au développement de l'industrie des machines agricoles. Il a été demandé aux organisations internationales d'appuyer ces institutions nationales.

7. Un représentant du Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (ARCEDEM) a fait un exposé sur les objectifs et les activités de ce centre régional. L'ARCEDEM a invité la communauté internationale, en particulier l'ONUDI, à lui apporter un soutien accru. L'ARCEDEM était disposé à coopérer avec le Centre régional pour l'Asie et le Pacifique, à savoir le Réseau régional pour la mécanisation agricole (RNAM). Un représentant du RNAM a lui aussi présenté les activités de son organisme.

8. Divers participants ont préconisé le renforcement des organismes existants avant d'envisager d'en créer de nouveaux. D'autres participants, en particulier d'Amérique latine et des Caraïbes, ont plaidé pour la création d'un organisme régional dans cette région en raison de la contribution précieuse que ces organismes peuvent apporter à l'industrie des machines agricoles en particulier et à la métallurgie en général.

.../...

9. Des participants de la région de l'Amérique latine ont prié l'ONUDI d'organiser une réunion régionale sur l'industrie des machines agricoles en Amérique latine.

10. En matière de formation, nombre de participants ont souhaité que soient appliquées les recommandations de la Réunion sur la formation pour l'industrie des machines agricoles organisée par l'ONUDI en Argentine, en 1985.

11. Plusieurs participants ont souhaité être informés des activités menées par l'ONUDI dans l'industrie des machines agricoles et des progrès enregistrés dans l'application des recommandations de la deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles. Un rapport sur l'application des recommandations de la deuxième Consultation a également été présenté par le Secrétariat.

12. Un participant représentant une fédération de petites et moyennes entreprises d'un pays industrialisé a décrit les diverses possibilités offertes par ces entreprises en faveur de l'industrialisation dans les pays en développement.

13. Compte tenu de la complémentarité des mandats des organisations internationales en matière de machines agricoles et de mécanisation, plusieurs participants ont appelé ces organisations internationales à coordonner plus étroitement leurs activités de façon à assurer l'utilisation optimale des ressources. L'ONUDI et la FAO ont été expressément priées de prendre les mesures voulues en vue d'atteindre cet objectif.

14. Les institutions internationales de financement, telle la Banque mondiale, et les banques régionales de développement ont été invitées à accroître le volume du financement qu'elles octroient à des conditions favorables afin de promouvoir l'industrie des machines agricoles et la mécanisation agricole dans les pays en développement.

.../...

Rapport du Groupe de travail chargé de la question 2

Question 2 : Stratégies pour un développement intégré de l'agriculture et de la production locale de matériel d'irrigation et d'autres équipements agricoles par les petites et moyennes entreprises

1. Un participant a mis l'accent sur la nécessité de formuler des politiques et stratégies pour le développement agricole des pays en développement d'Afrique. Il fallait définir d'urgence des mesures permettant d'accroître la production alimentaire, en appelant l'attention sur le déséquilibre qui existe actuellement entre la population et l'approvisionnement en denrées alimentaires. Au titre de ces mesures, on pourrait faire une place accrue à l'agriculture dans les plans de développement nationaux, prévoir la demande de différents types de machines et d'équipements et mener au niveau local des actions intéressant les domaines suivants : utilisation des terres; transports; amélioration du mode de gestion des ressources en eau; services de vulgarisation; perfectionnement du matériel à traction animale pour remplacer les tracteurs; promotion des coentreprises industrielles; formation de la main-d'oeuvre; amélioration de l'entretien et de l'approvisionnement en pièces de rechange; mise à la disposition des agriculteurs de concours financiers et de facilités de crédit; étude et recherche en matière de matériel; création de réseaux régionaux.

2. Le représentant d'une institution régionale a mis en relief l'importance qu'il y avait à intégrer la conception et la fabrication pour accroître la capacité du marché de l'équipement. Il a appelé l'attention sur le fait que des tracteurs importés par les pays africains tombaient trop souvent en panne ou étaient abandonnés, faute de pièces de rechange. Il fallait établir dans la région africaine des programmes intégrés de gestion et de coopération, notamment un plus grand nombre de centres nationaux de conception et de fabrication techniques et d'en transformer quelques-uns en centres sous-régionaux. Les agriculteurs, tout comme les organisations non gouvernementales, les banques et les autres partenaires intéressés des pays développés et des pays en développement devraient être associés aux travaux de ces centres. L'ONUDI et la FAO devraient, en priorité, apporter assistance à ces centres, qui auraient notamment pour tâche de promouvoir la fabrication de pompes d'irrigation.

.../...

3. Il a généralement été admis que le matériel et les outils agricoles, y compris le matériel d'irrigation, l'assistance technique, le savoir-faire et tous les autres éléments connexes devaient être adaptés aux conditions locales. Un participant a noté que la quantité de pièces détachées à stocker dépend du degré de fiabilité et d'adaptation des machines et de l'équipement. Il a en outre déclaré que la mécanisation devait être introduite en bloc; la participation d'experts nationaux aux activités locales de fabrication était importante. Il fallait une coopération pour promouvoir la création de petites entreprises industrielles et assainir les entreprises existantes. Plusieurs participants ont insisté sur l'importance de la méthode polyvalente de fabrication pour l'expansion de la gamme de machines, d'outils et d'équipements agricoles. Un participant a recommandé aux petites et moyennes entreprises de grouper leurs achats de matières premières en vrac.

4. Décrivant les activités de son organisation, le représentant de la FAO a souligné que les pays en développement devaient élaborer des stratégies, politiques et plans pour la mécanisation agricole . Il a proposé la création d'un plan cadre pour le développement parallèle de l'agriculture et de l'industrie car la coopération interrégionale ne pouvait être efficace que si des plans et stratégies avaient été établis au niveau national, avec l'assistance éventuelle d'organisations internationales.

5. Un autre participant a fait remarquer que pour le processus d'adaptation des machines agricoles, il faudrait tenir compte de l'avis des agriculteurs locaux qui les utiliseraient.

6. Il a été proposé qu'on entreprenne une étude des besoins des pays en développement en matière de machines et d'équipement, de produits, d'instituts, de formation, de pièces détachées, etc. Le représentant de la FAO a cependant fait remarquer qu'une telle étude serait coûteuse et longue.

7. Nombre de participants ont appelé l'attention sur le rôle important joué par les forgerons des villages et les petites entreprises dans la fabrication des machines agricoles et sur la nécessité de créer des petites et moyennes entreprises dans la région africaine. Il était souhaitable d'orienter ces entreprises, situées en zone rurale, vers la production de matériel agricole. La fabrication de pompes et autre matériel d'irrigation nécessitait des installations en amont telles que fonderies et forges. Les articles tels que les pompes, les moteurs diesels et autres matériels

d'irrigation pourraient être fabriqués au niveau sous-régional où une production rentable serait possible grâce à l'ouverture des marchés des pays voisins.

8. Certains participants ont proposé la fusion des centres de mécanisation agricole et des centres de conception et de fabrication techniques. Les centres ainsi créés pourraient non seulement mettre au point des prototypes mais aussi tester le matériel agricole.

9. Plusieurs participants ont proposé leur concours pour la fabrication, sur une base bilatérale, de pompes et autres matériels d'irrigation.

10. Certains participants ont estimé que les autorités locales devaient appuyer les forgerons des villages en particulier et les industries rurales en général et inciter les populations rurales à utiliser leurs produits. Les petites et moyennes industries devraient bénéficier, dans un cadre institutionnel approprié doté des moyens requis, des prestations suivantes : vulgarisation, formation, perfectionnement des cadres, ainsi que de facilités de crédit, etc. A cet effet, les pays développés pourraient mettre des moyens de formation à la disposition des petites et moyennes industries. En outre, une coopération internationale devrait être instaurée entre petites et moyennes entreprises des pays en développement en matière d'entretien et de réparation du matériel.

11. Plusieurs participants ont souligné l'importance de l'aménagement des bassins versants, des techniques de pompage et de travail de la terre, des divers types d'irrigation et notamment de la construction de canaux, de bassins de retenue, de puits, etc. La nécessité urgente d'assurer une formation sur les techniques d'irrigation le long des fleuves et rivières d'Afrique a été soulignée. Les participants ont aussi souligné la nécessité de renforcer la coopération entre les institutions de recherche et les fabricants.

12. Plusieurs participants ont souligné l'importance des ateliers de travail des métaux, des services de vulgarisation, de la réparation et de la maintenance pour le matériel agricole et le matériel d'irrigation. Plusieurs participants ont proposé que soient créés des ateliers mobiles de démonstration et d'exposition équipés de pompes et autre matériel d'irrigation afin d'aider les agriculteurs à assurer la maintenance. L'ONUDI et la FAO devraient intensifier les activités de formation en cours d'emploi et contrôler la formation dispensée à l'extérieur. Ces programmes pourraient

être axés sur la formation à la conception et à la fabrication de prototypes. Un participant a offert une assistance pour la fabrication de prototypes, et notamment des études techniques détaillées pour une pompe à faible élévation qui pourrait facilement être fabriquée dans les pays en développement.

13. Plusieurs participants ont souligné l'importance des sources d'énergie renouvelables et de leur utilisation pour l'irrigation, préconisant à ce sujet la création de coentreprises.

14. Plusieurs participants, parmi lesquels le représentant de la FAO, ont souligné que l'irrigation devait être combinée avec les systèmes de drainage. Il a été proposé que les divers pays fassent l'inventaire de leurs techniques traditionnelles.

Recommandation du Groupe de travail I.

Recommandations adressées aux gouvernements et/ou personnes ou institutions intéressées:

a) Les pays en développement sont invités à formuler des politiques nationales appropriées de mécanisation agricole et de fabrication locale de machines et outillage agricoles. Ils devraient en outre définir le cadre administratif et juridique nécessaire à l'application de ces politiques et assurer notamment la protection de la propriété intellectuelle;

b) Une analyse de la demande devrait être entreprise et l'on devrait s'efforcer de stimuler la demande de machines et d'outillage agricoles par des mesures appropriées;

c) Des mesures devraient être prises en vue de favoriser, si besoin est, le regroupement des petites exploitations et des petites entreprises sous forme de coopératives ou autres formules d'association permettant l'utilisation en commun des machines, des installations et des services, y compris la maintenance et la réparation et l'accès au financement;

d) Les gouvernements sont invités à diffuser les rapports issus des réunions de consultation auprès de tous les organismes, entreprises et organes administratifs intéressés;

e) Le service après-vente et la fourniture de pièces détachées devraient faire partie intégrante des contrats de vente de machines agricoles;

.../...

f) Il conviendrait de créer des services polyvalents en mesure d'assurer des activités de formation et d'apporter un appui matériel aux artisans ruraux dans le domaine de la réparation et de la maintenance de l'équipement.

Coopération internationale

a) Afin de renforcer la coopération Sud-Sud, les pays dotés d'une industrie de la machine agricole devraient coopérer avec d'autres pays en développement dont les marchés sont trop petits pour justifier la création d'une industrie nationale;

b) Des mécanismes appropriés permettant la conclusion d'accords de coopération entre les petites et moyennes entreprises des pays développés et leurs homologues des pays en développement devraient être mis en place en vue de stimuler le transfert de technologie.

ONUDI et autres organisations internationales

a) L'ONUDI devrait prendre des mesures visant à renforcer les moyens dont sont dotés les organismes nationaux d'appui technique. Ces organismes devraient être étoffés afin d'être en mesure d'apporter à l'industrie de la machine agricole les prestations suivantes : recherche-développement, services techniques, conception, formation, normalisation, essais et contrôle de qualité, étude des besoins du secteur agricole et inventaire des ressources disponibles; ces organismes seraient les équivalents nationaux des organisations régionales;

b) L'ONUDI devrait coordonner avec les autres institutions spécialisées du système des Nations Unies toutes les activités futures concernant la promotion et le développement de la mécanisation agricole des pays en développement.

c) L'ONUDI devrait, en coopération avec l'ALADI, organiser une réunion régionale en Amérique latine afin d'examiner ses question qui se posent dans cette région en matière de développement de l'industrie de la machine agricole et faire connaître par des moyens appropriés les résultats atteints aux Etats Membres.

Recommandations du Groupe de travail II.

Recommandations générales

7. Il est recommandé que les gouvernements et/ou les personnes ou institutions intéressées, selon le cas :

a) Elaborent, dans le cadre établi pour les objectifs et les politiques de développement national, une stratégie nationale de mécanisation agricole comprenant des programmes d'action et des projets pour leur mise en oeuvre;

b) Créent le plus rapidement possible les organes permanents suivants:

i) Un mécanisme de coordination, de consultation et de conseil en matière de développement intégré de l'agriculture et de la mécanisation agricole, dont la forme pourrait varier d'un pays à l'autre, par exemple institut, comité, commission ou conseil consultatif. Cet organe devra être doté d'un secrétariat correspondant à ses besoins;

ii) Un centre national de mécanisation agricole chargé de réaliser des études, de procéder à des essais et de concevoir et de mettre au point des prototypes. Lorsqu'ils existent déjà, ces centres devraient être renforcés.

c) Allouent en priorité des fonds, y compris des devises, à l'achat des matières premières et des éléments nécessaires aux fabricants;

d) Veillent à ce que dans les régions rurales, les usines et les ateliers, créés ou remis en état, soient à vocation polyvalente. Leurs principales activités devraient être notamment les suivantes:

i) Fabrication prioritaire de matériel d'irrigation et de drainage dans les régions ou l'irrigation est pratiquée ou pourrait l'être;

ii) Réparation de matériel et de machines agricoles et fourniture de pièces de rechange pour les réseaux d'irrigation et de drainage existants.

Coopération internationale

8. Il est recommandé aux gouvernements ainsi qu'aux organisations internationales et autres de prendre, en fonction des besoins, les mesures suivantes :

a) Fournir un appui logistique et technique et toute autre forme particulière d'assistance en vue de renforcer la coopération entre les petites et moyennes entreprises des pays développés et celles des pays en développement et entre les PME au sein des pays en développement pour toutes les activités qu'elles ne sont pas en mesure de mener indépendamment;

b) Appuyer la création de mécanismes facilitant les contacts entre petites et moyennes entreprises des pays en développement et celles des pays développés ou d'autres pays en développement, le cas échéant au moyen de l'assistance bilatérale et multilatérale. Il pourrait s'agir d'assistance pour l'organisation de réunions régionales qui réuniraient le plus grand nombre possible de représentants des pays en développement et des pays développés, en particulier des industriels. Ces réunions faciliteraient l'échange de données d'expérience, la recherche des besoins et des possibilités en matière de coopération technique et la mise au point de technologies appropriées, conformément aux recommandations de la deuxième Consultation en 1983. La troisième Consultation recommande qu'une consultation régionale pour l'Amérique latine soit convoquée le plus rapidement possible.

9. En matière de coopération internationale dans des activités nouvelles associant entreprises de pays industrialisés et entreprises de pays en développement ou associant des pays en développement, les parties intéressées devraient :

a) Rechercher les formes de coopération les plus concrètes, notamment pour la fabrication du matériel agricole et de ses composants, ainsi que pour l'entretien et la réparation du matériel existant;

b) Associer ces activités à des programmes de formation correspondant aux différents niveaux des utilisateurs et faisant appel aux techniques de formation les plus efficaces;

c) Solliciter, si besoin est, l'appui de l'ONUDI et d'autres organisations internationales, tout spécialement des institutions de financement internationales et régionales.

Assistance technique de l'ONUDI et d'autres organisations internationales.

10. Eu égard aux liens étroits existant entre la conception et la fabrication des machines agricoles d'une part et leur utilisation dans l'agriculture d'autre part, il est recommandé à l'ONUDI, à la FAO et aux institutions bilatérales de :

a) Collaborer en vue d'aider les pays en développement à concevoir et à produire des machines et du matériel agricoles, en particulier en agissant de concert pour faciliter l'inclusion dans le cadre du quatrième cycle de programmation du PNUD de projets concernant la création et le renforcement des centres nationaux de conception technique de machines et de matériel agricoles;

b) Mettre en place en priorité des ateliers et des services de vulgarisation technique et industrielle ou, le cas échéant, les relancer en vue de mieux faire comprendre aux populations rurales la nécessité d'entretenir les machines agricoles et le matériel d'irrigation et de les aider dans cette tâche.

11. Il est recommandé à l'ONUDI, à la FAO et aux autres organisations compétentes, lorsqu'on leur en fera la demande:

a) D'aider à mettre sur pied des ateliers et des expositions de démonstration itinérants afin d'initier les populations villageoises à l'utilisation et à l'entretien des équipements d'adduction d'eau et d'irrigation et d'autres machines agricoles;

b) De soutenir la mise en place, dans les pays en développement, d'un réseau de centres de recherche-développement en machinisme agricole semblable à celui qui est en cours de réalisation en Afrique en tenant particulièrement compte de ce qui est actuellement prévu pour l'Afrique;

c) De fournir une assistance pour la formation d'ingénieurs des centres de mécanisation agricole et de l'industrie en matière de conception, de fabrication, d'essais et de maintenance;

.../...

d) En coopération avec l'Organisation internationale du Travail, de fournir une assistance pour la formation de techniciens de tous les niveaux chargés des diverses tâches nécessaires pour la conception, la fabrication, l'essai et l'entretien du matériel agricole;

e) De fournir une assistance pour l'essai et la mise au point du matériel agricole, et notamment d'équipement et de matériel d'irrigation, dans les centres régionaux, en particulier dans ceux qui sont situés dans les zones arides de l'Afrique.

V. RESUME DES ENTRETIENS DE LA DELEGATION RWANDAISE.

Le délégué rwandais a profité de la troisième consultation organisée à Belgrade pour avoir des entretiens avec plusieurs représentants des organisation internationales, des entreprises et de certains pays en vue d'examiner les possibilités d'une éventuelle coopération. Le compte rendu résumé des entretiens se trouve ci-après.

O N U D I.

Le Directeur Général de l'ONUDI, M.Domingo L.SIAZON Jr. de nationalité philippine, qui se souvenait bien de la mission technique que j'ai effectuée auprès du "Philippines Fiber Development Authority" et Philippines Textile Research Institute" dans le cadre du projet de production des fibres de ramie et de bananiers, m'a assuré que les deux établissements publics sont toujours disposés à nous aider à réaliser le projet de production des fibres textiles qui seraient utilisées par UTEXRWA et même la société Burundaise COTEBU qu'il avait visitée à l'occasion de son séjour au Burundi où il a participé à la réunion des Ministres Africains de l'Industrie qui s'est tenue à Bujumbura du 9 au 20 septembre 1986. M.SIAZON considère qu'un projet de production des fibres textiles bien étudié est très prometteur en raison de la demande sans cesse croissante des textiles.

Par ailleurs, le Directeur Général de l'ONUDI m'a dit qu'il appréciait beaucoup les efforts déployés par le Gouvernement Rwandais pour le développement du secteur industriel qui est appelé à absorber à long terme une proportion importante de la main d'oeuvre vivant actuellement de l'agriculture.
M.SIAZON m'a confirmé, en présence du Directeur Général Adjoint de l'ONUDI, M.SOUTO, de nationalité brésilienne et du responsable du service nouvellement créé dénommé "Système d'information pour la promotion des investissements", que l'ONUDI examinerait favorablement les requêtes de financement des projets industriels émanant du Gouvernement Rwandais.

... / ...

Pour terminer, il m'a conseillé de profiter de nombreux avantages qui seront offerts par le nouveau service susvisé en matière de promotion des investissements, surtout l'identification des petites et moyennes entreprises susceptibles de créer les "joint-ventures" avec les hommes d'affaires rwandais.

CRADT.

Le Délégué du Centre Régional Africain de Développement des Techniques m'a expliqué que cette institution régionale basée à Ibadan (NIGERIA) a été créée dans le cadre du Plan d'Action de Lagos pour promouvoir et stimuler le développement industriel des pays de l'Afrique sub-saharienne et qu'elle doit jouer un rôle prépondérant durant la Décennie du Développement Industriel de l'Afrique. Mon interlocuteur a poursuivi en signalant que plusieurs pays francophones y compris le Rwanda ne profitent pas suffisamment de nombreux services rendus par le CRADT probablement à cause du manque d'information. Ces services sont notamment la conception et l'adaptation des techniques, le contrôle de qualité, la formation des cadres industriels, la mise à disposition des consultants pour des études de projets industriels tous confondus ou pour des conseils techniques aux Gouvernements.
Il y a lieu de noter que le Centre organise des activités à caractère régional à son siège et hors siège et que dans tous les cas, il est toujours prêt à examiner les requêtes des Gouvernement et à envisager la meilleure forme d'assistance.

Le représentant du CRADT qui venait de participer à la réunion des Ministres Africains de l'Industrie à Bujumbura m'a appris que les Ministres avaient recommandé de renforcer les institutions déjà existantes au lieu de dispenser les efforts en créant de nouvelles structures qui ne seraient pas viables, ce qui n'exclut pas cependant la mise en place des structures nationales à caractère consultatif qui ne requièrent pas des ressources très importantes. Il convient même de rappeler qu'il a été recommandé de créer de tels centres nationaux qui seraient des antennes du CRADT ou de l'ONUDI en vue de faciliter les échanges d'expériences et d'informations.

Enfin, tout en souhaitant une coopération agissante entre le Rwanda et le Centre , le délégué du CRADT m'a informé que le Centre organiserait du 10 au 14 Novembre 1986 un atelier régional sur la machinisme agricole par les pays de l'Afrique de l'Est et m'a invité à représenter le Gouvernement Rwandais dans le cadre du suivi à la troisième Consultation sur l'industrie des machines agricoles. Il a été convenu qu'à cette occasion, les discussions sur les possibilités d'assistance pour la mise en place d'un Centre de machinisme agricole seraient envisagées.

... / ...

J'ai accepté son invitation à condition qu'elle arrive à temps, ce qui est le cas puisque la Compagnie Kenya Airways m'a remis un billet d'avion le lundi 27/10/1986.

JUGOTURBINA.

Il s'agit d'une entreprise yougoslave spécialisée dans la fabrication des équipements d'irrigation, spécialement les pompes.
Le représentant de cette entreprise m'a expliqué que les pompes peuvent même être utilisées pour l'alimentation des villes en eau potable.
L'entreprise JUGO TURBINA souhaite créer avec des hommes d'affaires rwandais une joint-venture pour la fabrication des pompes et du matériel d'irrigation et pourrait apporter une participation au capital de plus de 50 %, étant entendu que cela dépendrait des négociations. J'ai promis de faire les démarches nécessaires et de le tenir au courant.

PATENIDIS Bros S.A.

C'est une entreprise grecque qui fabrique du matériel d'irrigation et qui souhaiterait installer avec la collaboration des partenaires rwandais une unité pour produire ce matériel apparemment simple, car le coût de la main d'oeuvre est très compétitif.
Le représentant de l'entreprise m'a appris qu'il avait fait cette proposition à une délégation d'hommes d'affaires rwandais qui ont visité la Grèce et qu'il n'avait pas encore de réaction de leur part. Je lui ai promis de contacter la Chambre de Commerce et d'Industrie, qui avait organisé cette mission et de l'informer du résultat des discussions.

ANNEXE

LISTE DES PARTICIPANTS

AFGHANISTAN.

Mohammed Asif Zahir, Vice-President, Agricultural Development Bank, Cinema Pamir Building, Kabul

ALGERIA

Mahdi Amar, Sous-Directeur de la mécanisation agricole, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 12 Boulevard du Colonel Amirouche, Alger

Abdelhamid Raïs, Responsable du machinisme agricole, Office national du matériel agricole, 16, rue Si Ahmed Arab, Birkhadem, Alger

Mohamed Belfrid, Directeur Central du Contrôle de Gestion et de l'organisation Entreprise nationale de production des matériels agricoles, route de Tenira, Sidi Bel Abbes

ANGOLA.

Costa Ferreira, Chef du Département des Approvisionnements, de matériel technique, Ministère de l'Agriculture, Luanda

ARGENTINA.

Israel Mahler, Presidente de Tecnica Toledo,
Pedro Chutro 3040 - Buenos Aires,

Hugo Oscar Puriman, Director Nacional de Proyecto, Dirección de Asesoramiento Técnico, Salta 2752-Rosario-Santa Fe

AUSTRALIA

P. Bergman, Senior Trade Commissioner, Australian Trade Commission, 13, Cika Ljubina, 11000 Belgrade 6

L. Harris, Trade Commissioner, Australian Trade Commission, 13 Cika Ljubina, 11000 Belgrade 6

AUSTRIA

Franz Schmirmaul, Austrian Trade Delegation, Belgrade

Hans Peter Hörtnagel, Austrian Trade Delegation, Belgrade

Karl Jung, Röhren-und Pumpenwerke Rudolf Bauer Ges.m.b.h.,
Kowaldstrasse 2, 8570 Voitsberg.

Erich Sobitsch, Röhren-und Pumpenwerke Rudolf Bauer Ges.m.b.h.,
Kowaldstrasse 2, 8570 Voitsberg.

..../....

BANGLADESH

Hamed Syed, Managing Director, Bangladesh Machine and Tools Factory Ltd, Joydevpur, Gazipur

BELGIQUE

M. Libert, Secrétaire Général, Conseil Central de l'Economie, 17, avenue de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles

Mme Ginette Colson-Parent, Fonctionnaire, Conseil Central de l'Economie, 17, avenue de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles

Vincent Gérard, Directeur, Fédération Belge de l'équipement agricole et horticole (UGEXPO), Bruxelles.

BENIN

Hanzise A. Oceni, Ingénieur des industries agricoles et alimentaires, Direction des Industries Alimentaires, Ministère des Finances et de l'Economie, Cotonou.

BREZIL

Santiago L.B. Alcazar, Secretary, Embassy of Brazil Belgrade

BURKINA FASO

Gouyahali, Ingénieur Techniques Industrielles et Mines, Ministère de l'Agriculture, Ouagadougou

BURUNDI

NGENDAKURIYO Clément, Directeur, Office National de Mécanisation Agricole, BUJUMBURA.

CAMEROUN

Ernest Ela Evina, Directeur du CENEEMA

Camille Moute A Bidias, Chef de la Division de la Promotion des Projets à la Société Nationale d'Investissements.

CHILI

Liborio Bustos, Secretario Ejecutivo del Circulo de Fabricantes de Maquinaria Agricola,

Mario Ibanez, Director Asistencia Técnica Universidad de Concepción

.../...

CHINE

Wang Leibao, Deputy Director of Bureau of Agricultural Industry, Beijing

Lu Jicheng, Engineer, Bureau of Foreign Economic Relations and Technical Co-operation Ministry of Machine Building Industry, Beijing

COLOMBIE

One officer from the Colombian Embassy, Strahinjica Bana Nº 51, Dpto III, Belgrade

COTE D'IVOIRE

Brissi Lambert One, Directeur des Industries non agricoles, Ministère de l'Industrie, B.P. V 65 Abidjan

Clément Assemian, Directeur du Centre Ivoirien du matériel agricole, Ministère du Développement Rural, B.P. V 9 Abidjan

Doh Jean Pehe, Chargé d'Etudes, Direction des Industries non Agricoles, Ministère de l'Industrie, B.P. V 65 Abidjan

Gbessi Albert Vanie, Conseiller Technique, Ministère du Développement Rural, B.P. V 9, Abidjan

CZECHOSLOVAKIA

Josef Vymazal, Director of Intersigma, Vaclavske nam. 60, 11187 Praha 1

Vladimir Forman, Deputy Director, Department of Foreign Trade, Federal Ministry of Heavy Engineering, Praha 1 - St. Mesto 11000, Na Frantisku 32

Jaromír Petrzela, Director, Department for International Co-operation, Sigma Engineering, 7700 - Olomouc

Ivan Podesva, Section Director, Sigma Engineering, 7700 - Olomouc

Ludvik Omal, Motokov Foreign Trade Corporation, Praha 14000 - KRC, Na Strzi 63

DEMOCRATIC YEMEN

Mohamed Hussain Modh'd Shatal, Technical engineer, Ministry of Agriculture, Aden

DENMARK

Karl Siig, Member of the Executive Committee of the National Union of General Workers in Denmark, Nyropsgade 30, 1602 Copenhagen V

Erik Nielsen, Secretary of the Executive Committee of the National Union of General Workers in Denmark, Nyropsgade 30, 1602 Copenhagen V

Poul Lembel, Commercial Counsellor, Denish Embassy, Sekspirova nº 5 11040 Belgrade

.../...

ECUADOR

Galo Yepez, Second Secretary, Embassy of Ecuador, Belgrade

EQUATORIAL GUINEA

Moises Esono Mba Abuy, Ingeniero Agronomo

ETHIOPIA

Getachew Haimanot Senior, Ethiopian Sugar Corporation, P.O. Box 133, Addis Ababa

FINLAND

Heikki Lehmus, Manager for Export of Valmet Oy, Valmet Corporaton Tractor Group, P.O. BOX 155, 00131 Helsinki

FRANCE

Jean Thebaud, Direction des Nations Unies et des Organisations Internationales, Ministère des Affaires Etrangères, 37, Quai d'Orsay, 75007 Paris

Joelle Ory, Ministère de l'Industrie, Direction des Industries Métallurgiques, mécaniques et électriques, 30-32, rue Geursant, 75017 Paris

Bernard Cheze, Directeur du Centre d'études et d'expérimentation du machinisme agricole tropical (CEEMAT)

J. Margat, Bureau de recherches géologiques et minières (hydraulique villageoise) 19,1 rue de Vaugirard, 75737 Paris Cedex 15

Guy Berthoud, Ingénieur, Président du Directoire, Berthoud S.A. , 48 rue Victoir Hugo 69220 Belleville s/Saone (Rhône)

GAMBIA

Pa Cham, Chief Agricultural Engineer, Department of Agriculture, Banjul

Momodou Mambouray, Chief mechanical engineer, Department of Agriculture, Binjul

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

Peter Rost, Director, VEB Agroconsult Dresden

.../....

GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF

Arno Gego, Director, Klöckner-Humboldt-Deutz AG, Deutz-Mülheimer Str. 111, D-5000 Köln 80

Jürgen Zaske, Division Head, Agricultural Mechanization, Deutsche Gesellschaft für technische zusammenarbeit (GTZ GmbH, Postfach 5180 D - 6236 Eschborn 1

Rainer Jaensch, Landmaschinen-und Ackerschlepper-Vureinigung um VDMA, Lyoner Strasse 18, D-6000 Frankfurt/Main

Dr. Hochreiter, Bundesministerium für Wirtschaft, Posfach 14 02 60, D-6000 Franfurt/Main

GHANA

O.K Gyarteng, Director of Mechanical and Transport Division, Ministry of Agriculture

K. Wiafe, Deputy Chief Executive, Irrigation Development Authority, Ministry of Agriculture

GREECE

G. Georgakopoulos, Scientific Agriculturist, Ministry of Agriculture, Acharnon 2, 101 76 Athens

P. Patenidis, President, Greek Manufacturers's Union of Agricultural Machinery, Thessaloniki

G. Tjortjevit, Manager of Experts, Greek Manufacturers's Union of Agricultural Machinery, Thessaloniki

Apostolos Psaltidis, General Secretary, Greek Manufacturers's Union of Agricultural Machinery, Thessoloniki.

GUINE

Lamine Kourouma, Ingénieur agronome, Direction Générale de l'Agriculture, Division du machinisme agricole, Ministère du Développement rural, Conakry

GUINEE - BISSAU

Seco N'tchasso, Ingénieur Machines Agricoles, Chef du Département de l'équipement en machines agricoles

GUYANA

Clinton Williams, Manager, Planning and Development Division, Guyan National Engineering Corporation, Georgetown

.../....

INTRODUCTION

1. La troisième Consultation sur l'industrie des machines agricoles s'est tenue à Belgrade (Yougoslavie) du 29 septembre au 3 Octobre 1986. Elle a rassemblé les participants qui représentaient les pays et les organisations internationales d'une part ainsi que les représentants des entreprises industrielles. Le délégué rwandais qui a participé à cette Consultation et qui était entièrement pris en charge par l'ONUDI a quitté Kigali le 27/9/1986 au lieu du 26/9/1986, car le PNUD avait fait la réservation à la SABENA. La liste des participants se trouve en annexe.

Historique de la troisième Consultation

2. Les consultations concernant l'industrie des machines agricoles ont commencé par examiner les facteurs fondamentaux du développement de cette industrie dans les pays en développement et par énumérer les principaux problèmes de ce secteur aux niveaux national et mondial. Des progrès ont été accomplis dans l'examen des questions plus complexes concernant notamment les unités polyvalentes de production de machines agricoles adaptées aux conditions locales, les accords à long terme et la mobilisation des petites et moyennes entreprises du secteur.

3. Au cours de la première Consultation, les participants ont examiné des questions relatives à une stratégie pour le développement de l'industrie des machines agricoles dans les pays en développement et aux installations de base nécessaires pour la production de machines agricoles, et ils ont fait des recommandations à ce sujet. L'ONUDI a été priée à ce sujet de renforcer son programme d'assistance technique dans le domaine des machines agricoles en tenant compte de la situation dans les pays en développement.

4. La deuxième Consultation a axé ses travaux sur les unités polyvalentes de production de matériel agricole et les accords à long terme et a fait des recommandations concernant la constitution d'un groupe d'experts sur les unités polyvalentes de fabrication et la nécessité d'élaborer des directives concernant les contrats types pour l'importation, l'assemblage et la fabrication d'équipements agricoles, y compris la formation; ces directives devraient être examinées par un groupe d'experts internationaux.

5. La deuxième Consultation a également recommandé que l'ONUDI prenne dûment en considération les problèmes de l'Afrique, conformément aux recommandations de la Consultation régionale sur

HAITI

Volny Paultre, Directeur Général ODVA

HUNGARY

Endre Varsa, Senior Official, National Water Authority Fö u. 32, Budapest 1, 1011-H

Csaba Jakabos, Chief, Bio-Innokoord

Magdolna Nyari, Senior Officer, Ministry of Foreign Trade, Honved un. 13-14, Budapest 5, 1055-H

Anna Baracs, Consultant, Ministry of Industry, Martirok Utja 85, Budapest 2, 1205-H

INDIA

K.S. Mallick, Indian Ministry of Industries

IRAQ

Hamid Issa Oraha, Director, Product Development and Design Department, Specialized Institute for Engineering Industries (SIEI), P.O. Box 5798, Baghdad

ITALY

Ettore Gasparetto, Institute of Agricultural Engineering, University of Milan, Via Caloria 2, 20133 Milano

Guilio Grilli, Chef, Projets Internationaux de développement, Fiat Trattori S.p.A., C.SO Ferruci 112, Torino

Roberto Benvenutti, General Manager, Baldo and Co. Consulting Engineers, 59, Via Stilicone, 20154 Milano

JAPAN

Yoshitaka Ishii, Director and General Manager, N.V. Iseki Europe S.A., 191-197 Boulevard du Souverain, 1160 Bruxelles, Belgique

MALI

Ahmadou Oumar Toure, Chef, Section des études, Division du machinisme agricole, Direction Nationale du Génie Rural, Bamako

MAURITANIE

Wague Ousmane, Chef de Service, Cellule d'études et promotion Industrielle, Nouakchott

.../....

MEXICO

Francisco Guzmán Alvarez Encarnación, Coordinador Téonico de la Dubdirección de Investigación y Extención del Instituto Mexicano de Tecnología del Agua

NETHERLANDS

D.A.H. van Iterson, Alternate Permanent Representative to Unido Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands, Untere Donaustrasse 13-15/8, 1020 Vienna

Adrian Moens, International Consultant on Agricultural Mechanization, P.O. Box 85012, 3009 Rotterdam

A.F. in't Veld, Director Projets and Marketing Development, Terpa b.v., P.O. Box 218, 1180 AE Amstelveen

NICARAGUA

Willibald Fredersdorf Madrigal, Director, Research and Development Matal and Mechanic Branc, Ministry of Industry, Managua

Miguel Antonio Lodio Hernandez, Director of Agricultural Mechanization, Managua

NIGERIA

Amos Olufemi Makinde, Principal Agricultural Engineer, Federal Ministry of Agriculture, Water Resources and Rural Development, Ist Floor, 2nd Phase, Ikoyi, Lagos

Lawrence O. Fawole, Senior Lecturer, Department of Agronomy, University of Ibadan, Ibadan

T.L. Adeyemo, NSAE Department of Agricultural Engineering, University Of Ife, Ile-Ife

E.U. Nwa, Department of Agricultural Engineering, University of Ilorin, Ilorin

E.N. Odigboh, Agricultural Engineering Department, University of Nigeria, Nsukka

POLAND

Jerzy Krysiak, Head, Economic Division, Foreign Trade Entreprise, Agromet-motoimport

Adam Harajewicz, Foreign Trade Entreprise Agromet-Motoimport

Lech Resterny, Meprozet-Agrobex Entreprise

Czeslaw Stefanowicz, Senior Specialist, Central Union of Work Co-operation.

..../....

RWANDA

TWAGIRUMUKIZA Emmanuel, Directeur de l'Agro-Industrie, Kigali

SENEGAL

Amadou Moustapha Kamara, Conseiller Technique, Ministère du Développement Rural, Dakar

Birame Ngoye Fall, SISMAR

SIERRA LEONE

Dal Davies, Mechanical Engineer, Chief Agricultural Engineer, Ministry of Agriculture

SOMALIA

Ali Mohamed Farah, Director, Ministry of Agriculture, Magadiscio

Mohamed Halance Habadow, Director, Technical Department Crach Programme Agency

SPAIN

José De Benito, Director, Asociacion de Fabricantes Maquinaria Agricola, CEA Bermudez 8, 28003 Madrid

José Castellano, Presidente, Asociacion de Fabricantes Maquinaria Agricola, CEA Bermudez 8, 28003 Madrid

SRI LANKA

D.M.J. Caldera, Head of Department of Workshops, National Engineering Research and Development Centre of Sri Lanka, Industrial Estate, Ekala, Jaela

THAILAND

Chak Chakkaphak, Director, Agricultural Engineering Division, Department of Agriculture, Ministry of Agriculture and Cooperatives, Keset Klanj, Bang Khen, Phahon Yothin Roas, 10900 Bangkok

Nat Chulkaratana, Second Secretary, Permanent Mission of Thailand to UNIDO, Weimarestrasse 68 1/5, 1180 Vienna

..../....

TOGO

Kadaring K. Batchabede, Chargé d'études au Bureau des projets et Technologie, Ministère du Plan et de l'Industrie, Lomé

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Mr. Chilin

Mr. Goldabenkv

Mr. Mironov

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

C.R. Powell, Overseas Director, Agricultural Engineers Association, 6 Buckingham Gate, London SWIE 6JU

R.D. Bell, National Institute for Agricultural Engineering, Silsoe, Bedfordshire

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Mussa Hassan, Assistant Commissioner of Agriculture, Ministry of Agriculture, Dar-es-Salaam

UNITED STATES OF AMERICA

Daniel A. Vernon, International Economist, Kundmanngasse 21, A-1030 Vienna

YEMEN

Abdo Ahmed Saif Sinan, Responsible for the Engineering Industries, Ministry of Economics and Industry, Sana'a

YUGOSLAVIA

Andrei Ocvirk, Member of Federal Executive Council, President, Federal Committee for Energy and Industry, Belgrade

Stevan Gojsina, Under-Secretary, Federal Committee for Energy and Industry, Belgrade

Franc Pajenk, Assistant-President, Federal Committee of Agriculture, Belgrade

Bogic Scepanovic, Assistant-President, Federal Committee of Sciences and Technology

J. Todorovic, Professor, University of Belgrade, UL. 27 Marta 32, 11000 Belgrade

.../....

Rade Radovic, General Manager IMT, Belgrade

Milovan Zecevic, Secretary General, Association of Metal Working Industry, Yugoslavia

Mita Jonanovic, Director, Yugoslav Centre for International Co-operation in Development of Agro-Industries of the Dev. Countries

Blazo Cukovic, Deputy General Manager, ZMG, Belgrade

Radmila Maricevic-Gavela, Senior Council of Energy, Belgrade

Jordan Panev, Counsellor, Secretariat for Foreign Affairs, Belgrade

Dragan Ciric, Chief of Section, Association of Yugoslav Tractors and Agricultural Machinery, Belgrade

Slavko Steiner, Director, Agros, Sempeter

UNITED NATIONS SECRETARIAT

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS

R. Gifford, Senior Officer, Agricultural Engineering Service,,Agricultural Services Division, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy

INTERNATIONAL TRADE CENTRE (UNCTAD/GATT)

Andei Vorobiev, Senior Market Development Officer, Palais des Nations, 1211 Geneva 10

INTERGOUVERNMENTAL ORGANIZATIONS

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Maina Ari Adji Kirgam, Directeur du Développement Industriel, B.P. 643, Ouagadougou, Burkina-Faso

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY

V. Allocco, Chef Adjoint de la Délégation de la Commission des Communautés Européennes, Kablarsku nº 29, Senjak11040 Belgrade

REGIONAL NETWORK FOR AGRICULTURAL MACHINERY

Zia Ur Rahman, Project Manager, UN-ESCAP Regional Network for Agricultural Machinery (RNAM) P.O. Box 7285 ADC, Pasay City,Metro Manila, Philippines

..../....

l'industrie des machines agricoles en vue de l'accroissement de la production alimentaire et de l'intensification de l'industrialisation.

6. Pour donner suite aux recommandations relatives à la méthode polyvalente, l'ONUDI, agissant avec le concours du Gouvernement chinois, a convoqué un groupe international d'experts qui s'est réuni à Guangzhou (Chine), du 13 au 18 novembre 1984 (ID/WG.449/4). Cette réunion a eu pour principal résultat la constatation qu'il était avantageux de promouvoir une approche polyvalente de la fabrication de machines agricoles, d'équipements ruraux et d'autres biens d'équipement connexes dans de nombreux pays en développement. Il a été recommandé que l'ONUDI rassemble des informations en vue de l'élaboration de principes directeurs pour une approche polyvalente de la fabrication de machines agricoles. Il a été en outre recommandé que l'on étaye l'approche polyvalente en adoptant certaines mesures concernant la formation, l'infrastructure, les matières premières et les finances. A partir de l'étude d'usines et d'organismes existant dans les pays d'Afrique et d'Asie, on a établi un document définissant des principes directeurs pouvant servir de référence lors de la création d'usines polyvalentes de machines agricoles pour le présenter à la troisième Consultation (ID/WG.462/4).

7. Pour ce qui était des principes directeurs pour les contrats relatifs à l'importation, au montage et à la fabrication de machines agricoles, y compris la formation, plusieurs rapports analytiques avaient été établis (ID/WG.443/1 à 7). Ces rapports comparaient les dispositions pertinentes figurant dans les codes élaborés par des organismes nationaux et internationaux. Rédigés sur la base de ces rapports, des principes directeurs ont été examinés par une réunion d'experts internationaux qui s'est tenue à Vienne, du 9 au 12 septembre 1985. Les participants à cette réunion sont convenus qu'il serait préférable d'étudier plus avant les principes directeurs et d'y faire figurer des clauses types ou de référence plutôt que de rédiger des contrats types. Les suggestions des experts ont été prises en considération dans une version mise à jour des principes directeurs (ID/WG.462/3/Rev. 1), qui doit servir de guide pour la solution des problèmes de négociation et de rédaction que les parties intéressées rencontrent le plus fréquemment.

.../...

Préparatifs de la troisième Consultation

8. Dans les préparatifs de la troisième Consultation, qui était de nature interrégionale, comme le Conseil du développement industriel l'avait souhaité, on s'est attaché tout spécialement à examiner les aspects industriels des problèmes alimentaires africains. Dans cet ordre d'idées, on a analysé les différentes stratégies pouvant être adoptées pour la fabrication locale de machines agricoles dans les pays en développement, surtout d'Afrique, en ce qui concerne plus spécialement le matériel d'irrigation. Des stratégies propres à stimuler le machinisme agricole et à intensifier la mécanisation agricole dans les pays en développement ont été étudiées dans certains de ces pays (ID/WG.462/7). Les problèmes posés par la gestion des ressources en eau dans l'agriculture et la nécessité de pousser la fabrication de systèmes de pompage destinés à l'irrigation, au drainage et à l'approvisionnement en eau des zones rurales, compte tenu du degré de dépendance technologique des différents pays en développement, ont également fait l'objet d'une étude (ID/WG.462/1).

9. Une étude a été entreprise pour déterminer l'influence des conditions locales sur le choix de techniques d'irrigation appropriées, les possibilités de fabrication locale du matériel d'irrigation requis et le transfert de technologie entre petites et moyennes entreprises des pays développés et des pays en développement (ID/WG.462/8).

10. Conformément au caractère interrégional de la troisième Consultation, une grande importance a été attachée à l'exécution d'une étude sur les perspectives de coopération interrégionale dans le domaine du machinisme agricole (ID/WG.462/9). Fondée sur une enquête réalisée auprès de fabricants (surtout de petites et moyennes entreprises) et d'organismes intéressés de certains pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe, cette étude était axée sur les conditions à réunir pour définir le cadre d'une coopération dans les domaines du commerce, de la formation, des finances, du transfert de technologie, etc.

11. Compte tenu des conclusions et recommandations formulées par les deux consultations précédentes ou la Consultation régionale et des activités menées par le Secrétariat pour leur donner suite, ainsi que de l'évolution de l'économie mondiale en général, et de l'industrie des machines agricoles en particulier, les deux questions ci-après ont été présentées à la Consultation pour qu'elle les examine.

Question 1: Perspectives de coopération interrégionale dans l'industrie des machines agricoles, eu égard plus spécialement aux petites et moyennes entreprises.

Cette question est fondée sur l'examen des possibilités de coopération entre l'Amérique latine et l'Asie, régions en développement relativement avancées, d'une part, et l'Afrique, d'autre part, et de la contribution éventuelle des pays développés à une action en faveur de cette coopération.

Question 2: Stratégies pour un développement intégré de l'agriculture et de la production locale de matériel d'irrigation et d'autres équipements agricoles par les petites et moyennes entreprises.

Cette question traite des problèmes posés par le développement intégré de l'agriculture et du machinisme agricole. Elle est axée sur la nécessité de la mécanisation agricole, du développement rural et de la création de capacités autochtones de production de machines agricoles et notamment de matériel d'irrigation.

II. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

Ouverture de la Consultation

Déclaration du Président du Comité fédéral yougoslave de l'énergie et de l'industrie.

1. Le Président du Comité fédéral de l'énergie et de l'industrie a dit que seule l'exploitation du potentiel de l'agriculture nationale permettait d'atteindre une autosuffisance durable en matière de production alimentaire. L'expérience montrait que seule l'utilisation accrue de machines agricoles permettait l'exploitation complète du potentiel agricole d'un pays. Dans le cas de la Yougoslavie, seule la fabrication locale de machines et outillage agricoles rendait possible une mécanisation réellement adaptée aux conditions écologiques, techniques et sociales nationales. Le Président a insisté sur les possibilités de promouvoir la coopération entre pays en développement, dont un certain nombre, et en particulier la Yougoslavie, étaient en mesure de proposer des techniques et des machines adaptées aux conditions propres aux pays en développement.

Déclaration du Directeur Général de l'ONUDI.

2. Le Directeur général a fait remarquer que les pays en développement avaient parfaitement raison de considérer le développement du secteur des machines agricoles comme vital, non seulement pour l'accroissement de la production agricole, facteur de l'autosuffisance alimentaire mais aussi pour la réalisation de l'autonomie nationale en matière de production alimentaire. Aussi bien les pouvoirs publics que les entreprises du secteur privé doivent respecter un principe essentiel : il faut une corrélation très étroite entre les diverses formes d'agriculture et les niveaux de mécanisation, y compris tous les autres apports industriels nécessaires au développement de l'agriculture. Le Directeur général a appelé l'attention sur trois facteurs impliquant la coopération interrégionale :

a) évaluation des possibilités concrètes de coopération interrégionale et principaux éléments d'un cadre propre à promouvoir cette coopération;
b) moyens permettant aux pays en développement d'élargir leurs marchés en intensifiant la coopération entre eux et contribution possible des pays industrialisés à cette entreprise;
c) promotion de la recherche-développement et création de conditions favorables au financement du transfert de technologie et de la formation de la main-d'oeuvre.

.../...

Déclaration du Directeur de la Division du Système de consultations

3. Le Directeur de la Division du Système de consultations a exhorté les participants à dépasser l'examen des questions et à proposer des recommandations qui puissent être mises en oeuvre. Il les a invités à profiter de l'occasion qui leur était offerte d'établir des contacts en vue de mettre sur pied des coentreprises, de créer ou de relancer des entreprises. Le Système de consultations, a-t-il précisé, est un instrument unique de renforcement de la coopération internationale sur la base de l'intérêt mutuel.

Election du Bureau

4. La Consultation a élu un Bureau, constitué comme suit :

Président : M.J.Todorovic (Yougoslavie), Professeur à L'Université de Belgrade

Rapporteur : M.Mussa Hassan (République-Unie de Tanzanie, Assistant Commissioner of Agriculture, Ministère du développement de l'Agriculture et de l'Elevage.

Vice-Président: M.Chak Chakkaphak (Thaïlande), Directeur, Division du Génie Rural, Département de l'Agriculture, Ministère de l'Agriculture et des Coopératives.

M.Giulio Grilli (Italie), chef, Projets internationaux de développement, Fiat Trattori Spa.

M.Willibald Fredersdorff Madrigal (Nicaragua), Directeur, Recherche et développement, Branche des métaux et de la mécanique, Ministère de l'industrie.

M.Czeslaw Stefaniak (Pologne), Directeur adjoint, Union centrale des coopératives de travail.

.../...

Adoption de l'ordre du jour

5. La Consultation a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la Consultation
2. Election du président, des vice-présidents et du rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Présentation des questions par le Secrétariat
5. Examen des questions.

   Question 1 : Perspectives de coopération interrégionale dans l'industrie des machines agricoles, eu égard plus spécialement aux petites et moyennes entreprises.

   Question 2 : Stratégies pour un développement intégré de l'agriculture et de la production locale de matériel d'irrigation et d'autres équipements agricoles par les petites et moyennes entreprises.

6. Autres questions
7. Conclusions et recommandations
8. Adoption du rapport de la réunion.

6. Adoption du programme de travail et création de groupes de travail.

Après avoir adopté son programme de travail, la Consultation a créé deux groupes de travail chargés d'examiner les questions 1 et 2 et de proposer des conclusions et des recommandations devant être discutées en séance plénière.
Le groupe de travail chargé de la question 1 a été présidé par M.Hugo Oscar Puriman (Argentine). Le groupe de travail chargé de la question 2 a été présidé par M.G.Tjortjevit (Grèce). Chaque groupe avait une séance de travail avant-midi et une autre après-midi.
Etant donné que le Gouvernement Rwandais était représenté par un seul délégué celui-ci a participé davantage aux travaux du groupe I en raison de l'importance de la question à examiner mais il a également consacré plusieurs séances de travail à la question n° 2.

.../...

CENTRE REGIONAL AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT DES TECHNIQUES (CRADT/ARCEDEM)

Mohamed Beavogui, Projects Department, Ibadan
Nigeria

OTHER PARTICIPANTS

FEDERATION INTERNATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES(FIPMI)

M. Robert Holtz, Président, Membre du Bureau de l'Union Internationale de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises, 1, avenue du Général-de-Gaulle, F - 92806 Puteaux Cedex, France

WORLD ASSOCIATION OF INDUSTRIAL AND TECHNOLOGICAL RESEARCH ORGANIZATIONS

Alaeddin Sabanci, Assoc. Professor, University of Cukurova Faculty of Agriculture, Adana, Turkey.

****

******** ********

****